

# Deux tiers des Suisses s’inquiètent de leur capacité à pouvoir payer leurs futures primes

**Coûts de la santé** Un sondage Tamedia révèle que 67% de la population s’alarme de la hausse de 4,4% des primes. La caisse unique séduit une majorité, tandis que réduire le nombre d’hôpitaux divise.

Nina Devaux

Les coûts de la santé pèsent lourdement sur le porte-monnaie des Suisses. Après l’annonce d’une hausse des primes d’assurance maladie de 4,4% cette année, deux tiers d’entre eux se disent inquiets pour leurs finances, selon un sondage Tamedia paru ce lundi (67%). Ils sont même 14% à affirmer qu’ils auront des difficultés à les payer, voire qu’ils ne savent pas comment ils s’en sortiront. L’enquête s’est penchée sur les conséquences de ces hausses sur les budgets, l’opinion des sondés quant à la réduction du nombre d’hôpitaux ainsi que le projet d’une caisse maladie unique.

«Les prix de l’assurance maladie, ça tombe sur tout le monde», constate Philipp Trein, professeur assistant en administration publique et politique à l’Université de Lausanne. En effet, la moitié des sondés, toutes classes d’âge confondues, considèrent les hausses des primes comme une «charge importante». Une opinion qui ne divise pas non plus au niveau des sympathisants des partis de droite ou de gauche. Alors que la hausse inquiète 60% ou plus des sondés du côté du PLR, du Centre et des Verts, elle atteint les 70% chez l’UDC et le PS.

Une légère différence survient toutefois entre les hommes et les femmes. Alors que la hausse aurait des conséquences sur le budget de 63% des hommes, ce sont 71% des femmes qui se sentent concernées. «Globalement, je dirais que les femmes ont encore des revenus moins élevés que les hommes, ce qui fait qu’elles ont plus de difficultés ou se font plus de souci sur la manière dont elles vont payer leurs primes», interprète Philipp Trein.

## La caisse unique, «une baguette magique»?

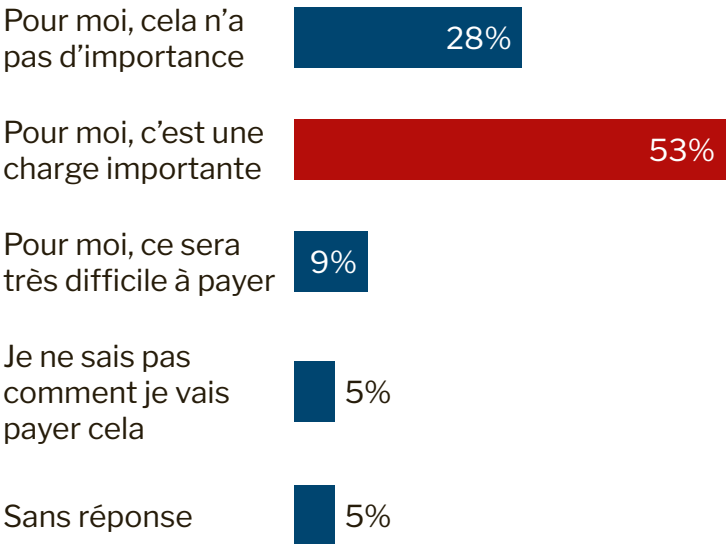
Parmi les pistes pour réformer le système de santé, le passage à une caisse unique a convaincu les sondés avec 68% de réponses favorables ou plutôt favorables. Et ce, pour toutes les classes d’âge et, plus surprenant, toutes les appartenances politiques. «Ce résultat renvoie un signal de mécontentement de la part de la population envers la politique et le financement du système de santé», résume Philipp Trein.

Un constat partagé par la gauche, qui voit ces résultats comme un signal positif ouvrant la porte à une potentielle initiative. «Vu le sondage, il ne devrait vraiment plus y avoir de raison

## Hausse des primes d’assurance-maladie

### Qu’est-ce que cela signifie pour vous et pour le budget de votre ménage ?

Réponses en pour-cent.



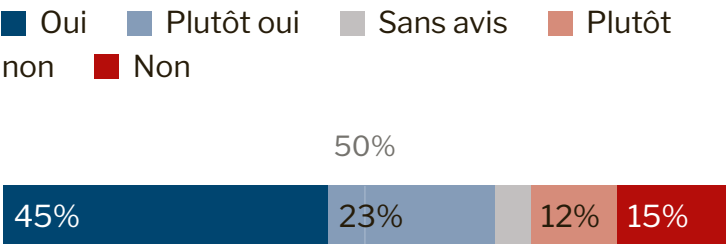
Sondage réalisé du 25 au 28 septembre 2025 auprès de 24’544 personnes de toute la Suisse (dont 4’625 Romands). Marge d’erreur maximale du sous-groupe: ±2 points de pourcentage.

Graphique: dhl;Source: sondage «20 minutes»/Tamedia en collaboration avec l’institut LeeWas

## Caisse unique : une majorité de Suisses favorables

### Près de la moitié des sondés y sont favorables.

Réponses en pour-cent.



Sondage réalisé du 25 au 28 septembre 2025 auprès de 24’544 personnes de toute la Suisse (dont 4’625 Romands). Marge d’erreur maximale du sous-groupe: ±2 points de pourcentage.

Graphique: dhl;Source: sondage «20 minutes»/Tamedia en collaboration avec l’institut LeeWas



Jonathan Labusch

«Il ne devrait plus y avoir de raison de s’opposer à la caisse unique, elle correspond à une attente de la population.»

Pierre-Yves Maillard  
Député (PS/VD)



Jean-Paul Guinnard

«Le problème n’est pas une, deux ou cinquante caisses. Le problème, c’est l’évolution des coûts.»

Philippe Nantermod  
Conseiller national (PLR/VS)

de s’opposer à la caisse unique, parce qu’elle correspond à une attente de la population, se réjouit Pierre-Yves Maillard. Maintenant, il faudrait pouvoir lancer un projet d’initiative qui donne toutes les garanties de succès, parce qu’on a déjà échoué à plusieurs reprises.»

Pour l’élu socialiste, les caisses uniques devraient être cantonales, de manière à protéger le libre choix du médecin. «S’il y a une caisse unique, elle ne peut pas exclure des médecins du remboursement, sauf s’il y a une décision d’autorité. Les assureurs veulent pouvoir choisir les médecins à la place des patients. Donc, si on arrivait à faire des caisses uniques, on protégerait justement le libre choix de médecin. J’espère qu’on arrivera en début d’année pro-

chaine avec un projet, mais c’est difficile de réunir une coalition gagnante avec suffisamment de forces en Suisse alémanique.»

Philipp Trein apporte pour sa part une nuance aux bienfaits d’une telle réforme, estimant qu’il ne s’agit pas d’une solution miracle. «Cette idée selon laquelle la caisse unique va être comme une baguette magique, c’est un peu une idée reçue dans la population.» Selon le politologue, les coûts de la santé s’expliquent par le vieillissement de la population, les nouvelles technologies et traitement onéreux, ainsi que le fait que la population se rend plus souvent chez le médecin qu’auparavant. «Mais je crois qu’une caisse unique ne va pas nécessairement résoudre ça. Ça dépend

de ce qui est mis en œuvre et ce qu’implique une caisse unique.»

À droite, on estime qu’il y a peu de chances que ce résultat se traduise dans les urnes. «Je ne suis pas tellement surpris vu les augmentations de primes, réagit le conseiller national Philippe Nantermod (PLR/VS). Je pense que les gens sont ouverts un peu à toutes les options. Mais je suis convaincu que si vraiment la question était posée, la réponse serait différente.»

Selon l’élu valaisan, la caisse unique ne résoudrait «aucun des problèmes auxquels nous sommes confrontés en matière de primes maladie. Le problème n’est pas une, deux ou cinquante caisses. Le problème, c’est l’évolution des coûts qu’une caisse ne résoudrait pas. Par ailleurs, au vu des résultats des votations de dimanche, on doit aussi un peu se méfier des sondages...»

## «C’est dans la nature des gens d’être contradictoires»

Notre sondage explore une solution afin de réduire les coûts de la santé: la diminution du nombre d’hôpitaux. Elle ne convint pas. Les sondés penchent en effet vers le non à 56% contre 36% de oui ou plutôt oui. «Les réponses sont mitigées, observe Philipp Trein. On voit que les gens sont contre l’augmentation des primes maladie, mais ils souhaitent quand même maintenir les hôpitaux.»

D’après les chiffres, les femmes (60% de non ou plutôt non) y sont davantage défavorables que les hommes (53%). De même, les tranches d’âge allant de 18 à 34 ans (68%) s’opposent plus à la réduction des hôpitaux que les autres, suivies de près par les 35 à 49 ans (61%). Pour Philipp Trein, la plus jeune génération s’inquiéterait davantage de son avenir. «Ils se disent, dans vingt ans, quand je serai plus âgé, il y aura nettement moins d’hôpitaux. Ou alors ils pensent à leurs enfants.»

Les sympathisants de tous les partis y sont opposés, à l’exception des Vert’libéraux (39% de non). La classe salariale fait pencher la balance puisque «les personnes qui ont des revenus bas souhaitent que les offres des hôpitaux soient maintenues», observe le politologue. Ce sont ceux pour qui les primes représentent la charge la plus lourde qui s’opposent donc à une solution pour diminuer les coûts de la santé. Pour Philipp Trein, trouver des compromis n’est pas chose facile. «C’est dans la nature des gens, d’être un peu contradictoires.»